



Dès le début des années 1970, les luttes ouvrières et sociales se multiplient en Espagne. Alors que la dictature veut devenir plus présentable, une « transition » avant l'heure s'amorce sous la pression populaire, puis s'organise en bon ordre avec la participation des partis socialiste et communiste après la mort de Franco, en 1975. Cependant, de nombreux travailleurs et habitants des quartiers populaires veulent voir satisfaites leurs revendications sociales et changer de société.

Cette contestation sociale prend la forme de multiples assemblées, pratiquement permanentes et qui décident et organisent ce mouvement social original.

Arnaud Dolidier, historien spécialiste du mouvement ouvrier espagnol durant la période de transition, retrace l'histoire de ces luttes sociales d'ampleur, les débats qui les ont traversées, et l'enjeu qu'on constituées les assemblées populaires confrontées à la répression de l'État démocratique en transition. Nous publions avec l'aimable autorisation des éditions Syllepse un extrait de son ouvrage *Tout le pouvoir à l'assemblée !*

Les mobilisations populaires et ouvrières ont contribué de façon décisive à la destruction du régime politique franquiste. Cependant, leur subordination au profit des organisations antifranquistes au cours des années 1976-1978 s'est traduite par leur invisibilité dans les récits dominants de la transition. Ce constat est à l'origine de mon travail qui débutait par la question suivante : les mobilisations ouvrières ont-elles été subordonnées à l'opposition démocratique et notamment à ses relais syndicaux, et si tel a été le cas, par quels moyens ? En replaçant l'assembléisme au centre de l'analyse des pratiques et des discours du monde ouvrier, les pages qui précèdent ont montré que ce dernier est au cœur de rapports de force dont l'enjeu, durant le processus transitionnel, est de fixer les conditions et les nouvelles modalités de représentation dans les usines et, partant, les nouvelles

La subordination des mobilisations ouvrières a pu être démontrée par le biais d'une analyse centrée sur les pratiques assembléistes, et a mis à jour, dans un deuxième temps, la façon dont les grèves dites « radicales » ont été marginalisées, sous l'effet conjugué de l'instauration de nouvelles institutions salariales et du discrédit d'une série de pratiques sociales contestataires.

La subordination des mobilisations ouvrières à l'opposition démocratique

Bien que les pratiques assembléistes se caractérisent comme étant une véritable « école de la démocratie ouvrière » dès la fin des années 1960, ces dernières ont été, dans la majeure partie des cas, appréhendées uniquement comme des outils supplémentaires dans le répertoire d'action collective ouvrier et non comme un élément central favorisant la construction et le renforcement du sentiment d'appartenance sociale à la classe ouvrière. Les assemblées sont le centre de gravité de l'ensemble des mobilisations entre 1969 et 1979 et, à ce titre, elles font l'objet de débats dans les secteurs antifranquistes pour savoir quel doit être leur rôle. Ainsi, la place et le statut de l'assemblée constituent un enjeu politique central pour toutes les organisations politiques et syndicales. En effet, lorsque les CCOO [commissions ouvrières - syndicat proche du Parti Communiste] se créent à la fin des années 1960 à partir d'assemblées et de commissions clandestines, très vite, les organisations politiques présentes en leur sein se disputent au sujet de la marche à suivre pour combattre le franquisme. Alors que le PCE [Parti Communiste Espagnol] et le PSUC [[Parti Socialiste Unifié de Catalogne](#)], majoritaires, souhaitent s'engager dans des actions publiques et utiliser les moyens légaux de la représentation syndicale de l'OSE [organisation syndicale espagnole - syndicat franquiste], d'autres groupes à leur gauche comme la LCR [[Ligue Communiste Révolutionnaire](#)] souhaitent préserver une structure assembléiste clandestine pour éviter les infiltrations policières.

Mon travail a montré que, dans un premier temps, les formations antifranquistes, notamment le PCE-PSUC, ont développé des discours sur l'assembléisme à partir desquels des valeurs et des principes ont été diffusés permettant de caractériser le mouvement ouvrier et de le doter d'un objectif spécifique, dans le but de légitimer leurs programmes et d'assurer leur hégémonie. Au cours des luttes sociales de la période 1970-1975, les tracts et les brochures produits participent à la diffusion de discours centrés sur une « rhétorique de l'unité » antifranquiste qui glorifie l'action des assemblées, perçues comme la preuve de la combativité et de la solidarité des ouvriers. Cependant, à côté des partis et des groupes politiques situés à la gauche du PCE, apparaît une autre tendance politique, dont l'action est fondée sur l'idée que l'assemblée ouvrière se suffit à elle-même et qu'elle doit être au centre d'une nouvelle stratégie révolutionnaire. L'autonomie ouvrière représente une force politique d'envergure durant les années 1970, notamment en Catalogne, avec cette particularité qu'elle ne s'organise pas en un groupe politique de plus mais agit depuis les assemblées. Ces militants autonomes, eux aussi présents dans les CCOO, participent à renforcer le sentiment d'appartenance sociale à la classe ouvrière grâce à la mise en valeur de l'assembléisme comme instrument de cohésion et de solidarité. Pour l'autonomie ouvrière, l'assemblée est le socle d'une nouvelle alternative politique à partir de laquelle se construit une autre subjectivité politique révolutionnaire. Ce sentiment d'appartenance sociale prend une épaisseur particulière lors de combats assembléistes qui ne sont dirigés par aucune organisation en particulier, comme cela a été le cas dans l'usine Harry Walker, entre décembre 1970 et février 1971 à Barcelone.

À mesure que les conflits dans le monde ouvrier augmentent et se radicalisent, notamment entre 1973 et 1975, les divergences entre les stratégies politiques du PCE-PSUC d'un côté et de l'autonomie ouvrière de l'autre, sans oublier la myriade de groupes, partis, collectifs se réclamant d'idéologies politiques révolutionnaires diverses (maoïsme, trotskisme, anarchisme, etc.), se cristallisent davantage. Derrière l'unité antifranquiste se cachent ainsi des luttes de pouvoir qui ont pour enjeu le contrôle de structures des CCOO. Ces luttes prennent une dimension particulière lors des campagnes pour les élections syndicales de 1971 et de 1975, lorsque la tendance majoritaire au sein des CCOO (PCE-PSUC) légitime la participation aux élections avec l'argument que le mouvement ouvrier doit se doter d'un bras légal pour faire avancer ses revendications. Les campagnes électorales sont l'occasion de discréditer les militants autonomes et révolutionnaires tout autant que les organisations politiques situées à la gauche du « parti ». Le PCE-PSUC fonde ce discrédit, là encore, sur une « rhétorique de l'unité ouvrière antifranquiste » et, dans ce dispositif discursif, la défense de l'assemblée s'accompagne de la mise en valeur des qualités morales de la classe ouvrière (solidarité, dignité, courage, etc.) qui souhaiterait avancer vers le changement démocratique de façon « pacifique », « responsable » et « modérée ».

Ce discours sur la responsabilité des ouvriers se développe davantage après la mort du dictateur, lorsque l'Espagne connaît un cycle de mobilisations sociales et ouvrières d'une ampleur inédite. Les grèves générales au Pays basque et en Catalogne au début de l'année 1976, mais également l'explosion d'une multitude de conflits à Madrid dans des branches de métier aussi diverses que la métallurgie, le bâtiment ou les transports publics, constituent un défi pour l'opposition. Elle entend en effet s'appuyer sur ces mobilisations pour y agréger d'autres secteurs de la société et ainsi accroître la crise de légitimité du système franquiste afin d'aboutir à la rupture politique et à la désignation d'un gouvernement provisoire. Se pose alors l'épineuse question pour les CCOO de savoir comment maintenir leur hégémonie (notamment depuis leur victoire aux élections syndicales de juin 1975) sur les mobilisations ouvrières tout en les gardant dans le sillon de l'opposition démocratique. Cette question est d'autant plus urgente que l'effervescence sociale se traduit par des mobilisations assembléistes qui prennent de court toutes les organisations politiques et notamment celles de l'opposition démocratique, en particulier le PCE-PSUC et les CCOO. Alors qu'auparavant les divergences entre les militants partisans de l'autonomie ouvrière et le PCE-PSUC restaient dans l'ombre (hormis en Catalogne), les premiers ne semblant pas être en mesure de déstabiliser les seconds, voilà que se développent au premier semestre 1976 des grèves massives fondées sur la souveraineté de l'assemblée et sur son pouvoir décisionnel, pouvoir auquel les militants antifranquistes n'ont d'autres choix que de se soumettre.

Les grèves générales du premier semestre 1976 ont fait l'objet de la première partie de ce travail pour mettre en évidence la manière dont l'opposition démocratique a été confrontée à la construction d'un mouvement assembléiste qui déstabilisait son hégémonie et sa volonté d'orienter ces mobilisations. À Madrid, par exemple, les militants syndicalistes se disputent quant à l'opportunité de construire une grève générale, dans un contexte où plus de 300 000 travailleurs sont en grève et où des villes comme Getafe, à la périphérie de la capitale, sont totalement paralysées. Les CCOO, comme lors des années précédentes, justifient les assemblées mais, en pratique, pèsent de tout leur poids pour que celles-ci soient représentées par des délégués syndicaux présents dans les structures de l'OSE. En effet, depuis que le « mouvement sociopolitique » a remporté d'importantes victoires aux élections syndicales de juin 1975, il peut s'appuyer sur les délégués syndicaux présents dans les *jurados de empresa*. Ces délégués sont pourtant gênés dans leur rôle de direction des luttes par l'élection, lors d'assemblées, de représentants ouvriers, révocables à tout

instant. Dès lors, pour éviter que ces assemblées ne se coordonnent sans l'aide des CCOO et conduisent à une grève générale qui déstabilise et isole l'opposition démocratique, les CCOO développent un argumentaire qui interprète les assemblées comme des moyens de luttes efficaces mais qui doivent être rattachés à un dispositif syndical. Dans la pratique, ce discours permet de légitimer la mainmise des délégués syndicaux sur les instances de représentation des grévistes, par le biais de l'instauration de comités ou de commissions, non pas formés par les assemblées mais instaurés depuis les structures de l'OSE. Cette mainmise des délégués syndicaux sur les mobilisations, bien que dénoncée par un ensemble de militants révolutionnaires et autonomes ainsi que par des assemblées de grévistes, a permis aux CCOO de freiner la mobilisation et d'empêcher la construction d'une grève générale dans la capitale, qui aurait fragilisé la stratégie de l'opposition de construire un large front politique antifranquiste et interclassiste.

La marge de manœuvre des organisations politiques et syndicales antifranquistes est étroite : elles doivent montrer qu'elles sont du côté des ouvriers en légitimant les structures assembléistes propice à l'auto-organisation, tout en court-circuitant ces dernières par le biais de leur présence au sein de l'OSE. Alors qu'à Madrid plusieurs organisations et collectifs, sans oublier une part non négligeable de syndicalistes au sein des CCOO, ont critiqué et dénoncé l'action de la ligne majoritaire des CCOO, en Catalogne les choses sont différentes. Les CCOO sont en effet très bien implantées dans des régions comme le Bas Llobregat depuis leur victoire aux dernières élections syndicales. Par ailleurs, en Catalogne, les secteurs majoritaires de l'antifranquisme sont à l'origine de plusieurs grèves qui depuis 1974 ont permis de renforcer leur prestige et qui leur permettent ainsi, début 1976, de mettre en place l'Intersyndicale. Cette structure, calquée sur le modèle portugais, est une instance de coordination des délégués syndicaux présents dans les *jurados de empresa* et les UTT franquistes. L'Intersyndicale s'appuie donc sur des assemblées qu'elle souhaite uniquement consultatives pour pouvoir jouer un rôle de direction des luttes. Cela a fonctionné dans le Bas Llobregat mais aussi à un échelon plus local lors de la grève générale de Sabadell. Dans cette ville proche de Barcelone, une grève générale éclate au mois de février 1976 pour exiger la démission du maire. Cette grève, menée par des ouvriers issus de diverses branches de métier et par les habitants des quartiers, est dirigée par une commission interprofessionnelle composée de délégués syndicaux qui n'ont pas été élus par les assemblées. Celle-ci constitue la vitrine de l'opposition démocratique dans la mesure où elle lui permet de montrer au gouvernement et à l'opinion publique qu'elle contrôle les mobilisations et qu'elle peut faire appel à ces dernières pour maintenir la pression sur le pouvoir en place. Les grèves générales de Sabadell et du Bas Llobregat constituent ainsi le laboratoire de l'« action démocratique nationale » de l'opposition qui l'érige en modèle de l'action citoyenne.

L'exemple de la Catalogne est d'autant plus important qu'à la même période au Pays basque, à Vitoria, se déroule de janvier à mars une grève générale qui n'est pas dirigée ni contrôlée par l'opposition. Il s'agit d'une mobilisation où les assemblées constituent le centre du pouvoir ouvrier et sont coordonnées entre diverses branches de métier et quartiers de la ville par des délégués élus et révocables, qui forment à leur tour d'autres assemblées de coordination, véritable moteur de la contestation. Cette grève générale assembléiste fait prendre conscience aux dirigeants de l'opposition de l'urgence qu'il y a à trouver un accord avec le pouvoir, mais également d'unir leurs forces en une seule structure, car l'alternative ouvrière assembléiste risque de les isoler politiquement. Vitoria est donc l'élément déclencheur du rapprochement entre les deux principaux partis politiques antifranquistes PSOE et PCE au sein de la *coordinación democrática*. Par ailleurs, la fin tragique de cette mobilisation générale, avec cinq ouvriers tués par la police,

Luttes sociales dans l'Espagne de 1975-1976 : la

<https://www.contretemps.eu>

"transition" ou la rupture ?

redaction

s'accompagne d'une instrumentalisation politique de l'événement non seulement de la part du pouvoir en place dont la crise de légitimité est de plus en plus intenable mais également de l'opposition, qui naturalise le concept de violence et diffuse un discours condamnant à la fois celle de l'appareil d'État et celle des grévistes. On observe ainsi la construction d'un discours en direction des ouvriers fondé sur le registre moral et émotionnel, dont le but est de restreindre l'intensité des conflits, afin de normaliser le champ de la protestation sociale.